
ESPRITS LIBRES



YOHANN KATZ

Yoram Hazony

“LES NOUVEAUX UNIVERSALISTES VOUEMENT AUX GÉMOMIES L'INDÉPENDANCE NATIONALE”

Le nationalisme est sur toutes les lèvres, et pourtant, affirme Yoram Hazony, ce concept n'a jamais été aussi mal compris. Le philosophe entend réhabiliter la « vertu du nationalisme », qu'il oppose à la « tentation impérialiste », et promouvoir la vision d'un monde fondé sur l'indépendance et la liberté des nations.

Propos recueillis et traduits par Paul Sugy

Yoram Hazony est spécialiste de la Bible et docteur en philosophie politique. Il a fondé le Herzl Institute et enseigne la philosophie et la théologie à Jérusalem. Ce penseur de la droite israélienne est également auteur de nombreux articles publiés dans les journaux américains les plus prestigieux, du *New York Times* au *Wall Street Journal*. Presque inconnu en France, son livre *The Virtue of Nationalism* a suscité un vif débat aux Etats-Unis.

Le 11 novembre dernier, Emmanuel Macron déclarait aux chefs d'Etat du monde entier : « Le nationalisme est la trahison du patriotisme. » Qu'en pensez-vous ?

Aujourd'hui, on ne cesse de nous répéter que le nationalisme a provoqué les deux guerres mondiales, et on lui impute même la responsabilité de la Shoah. Mais cette lecture historique n'est pas satisfaisante. J'appelle « nationaliste » quelqu'un qui souhaite vivre dans un monde constitué de nations indépendantes. De sorte qu'à mes yeux, Hitler n'était pas le moins du monde nationaliste. Il était même tout le contraire : Hitler méprisait la vision nationaliste, et il appelle dans *Mein Kampf* à détruire les autres Etats-nations européens pour que les Allemands soient les maîtres du monde. Dès son origine, le nazisme est une entreprise impérialiste, pas nationaliste.

Quant à la Première Guerre mondiale, le nationalisme est loin de l'avoir déclenchée à lui seul ! Le nationalisme serbe a fourni un prétexte, mais en réalité c'est la visée impérialiste des grandes puissances européennes (l'Allemagne, la France, l'Angleterre) qui a transformé ce conflit régional en une guerre planétaire. Ainsi, le principal moteur des deux guerres mondiales était l'impérialisme, pas le nationalisme.

Donald Trump, lui, avait déclaré il y a quelques semaines : « Je suis nationaliste. » Y a-t-il aujourd'hui un retour du nationalisme ?

Le nationalisme est en effet en vogue en ce moment : c'est du jamais-vu depuis 1990, date à laquelle Margaret Thatcher a été renversée par son propre camp à cause de

son hostilité à l'Union européenne. Depuis plusieurs décennies, les principaux partis politiques aux Etats-Unis et en Europe, de droite comme de gauche, ont souscrit à ce que l'on pourrait appeler « l'impérialisme libéral », c'est-à-dire l'idée selon laquelle le monde entier devrait être régi par une seule et même législation, imposée si besoin par la contrainte. Mais aujourd'hui, une génération plus tard, une demande de souveraineté nationale émerge et s'est exprimée avec force aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Italie, en Europe de l'Est et ailleurs encore.

Avec un peu de chance et beaucoup d'efforts, cet élan nationaliste peut aboutir à un nouvel ordre politique, fondé sur la cohabitation de nations indépendantes et souveraines. Mais nous devons aussi être lucides : les élites « impérialistes libérales » n'ont pas disparu, elles sont seulement affaiblies. Si, en face d'eux, le camp nationaliste ne parvient pas à faire ses preuves, elles ne tarderont pas à revenir dans le jeu.

Quel est ce « nouvel empire libéral » dont vous parlez ? Et qu'entendez-vous exactement par « impérialisme » ?

Historiquement, le « nationalisme » décrit une vision du monde où le meilleur système de gouvernement serait la coexistence de nations indépendantes, et libres de tracer leur propre route comme elles l'entendent. On l'oppose à « l'impérialisme », qui cherche à apporter au monde la paix et la prospérité en unifiant l'humanité, autant que possible, sous un seul et même régime politique. Les dirigeants de l'Union européenne, de même que la plupart des élites américaines, croient dur comme fer en l'impérialisme. Ils pensent que la démocratie libérale est la seule forme admissible de gouvernement, et qu'il faut l'imposer progressivement au monde entier. C'est ce que l'on appelle souvent le « mondialisme », et c'est précisément ce que j'entends par « nouvel empire libéral ».

Bien sûr, tous les « impérialistes libéraux » ne sont pas d'accord entre eux sur la stratégie à employer ! L'impérialisme américain a voulu imposer de force la démocratie dans un certain nombre de pays, comme en Yougoslavie, →

“Le conflit entre nationalisme et impérialisme est aussi vieux que l’Occident lui-même. La vision nationaliste est l’un des enseignements politiques fondamentaux de la Bible”

en Irak, en Libye ou en Afghanistan. En Europe, on se désolidarise du militarisme américain : les impérialistes allemands ou bruxellois préfèrent d’autres formes de coercition... mais leur objectif est le même. Regardez comment l’Allemagne cherche à imposer son programme économique à la Grèce ou à l’Italie, ou sa vision immigrationniste à la République tchèque, la Hongrie ou la Pologne. En Italie, le budget a même été rejeté par la Commission européenne !

Est-ce que, selon vous, le nationalisme et l’impérialisme sont deux visions de l’ordre mondial qui s’affrontaient déjà dans la Bible ?

Le conflit entre nationalisme et impérialisme est aussi vieux que l’Occident lui-même. La vision nationaliste est l’un des enseignements politiques fondamentaux de la Bible hébraïque : le Dieu d’Israël fut le premier qui donna à son peuple des frontières, et Moïse avertit les Hébreux qu’ils seraient punis s’ils tentaient de conquérir les terres de leurs voisins, car Yahvé a donné aussi aux autres nations leur territoire et leur liberté. Ainsi, la Bible propose le nationalisme comme alternative aux visées impérialistes des pharaons, mais aussi des Assyriens, des Perses ou, bien sûr, des Babyloniens. Et l’histoire du Moyen Âge ou de l’époque moderne montre que la plupart des grandes nations européennes – la France, l’Angleterre, les Pays-Bas... – se sont inspirées de l’exemple d’Israël.

Mais le nationalisme de l’Ancien Testament ne fut pas tout de suite imité par l’Occident. La majeure partie de l’histoire occidentale est dominée par un modèle politique inverse : celui de l’impérialisme romain. C’est de là qu’est né le Saint Empire romain germanique, qui a toujours cherché à étendre sa domination, tout comme le califat musulman. Les Français aussi ont par moments été tentés par l’impérialisme et ont cherché à conquérir le monde : Napoléon, par exemple, était un fervent admirateur de l’Empire romain et n’avait pour seul but que d’imposer son modèle de gouvernement « éclairé » à tous les pays qu’il avait conquis. Ainsi a-t-il rédigé de nouvelles constitutions pour nombre d’entre eux : les Pays-Bas, l’Allemagne, l’Italie, l’Espagne... Son projet, en somme, était le même que celui de l’Union européenne aujourd’hui : réunir tous les peuples sous une seule et même législation.

Pourquoi le modèle nationaliste est-il meilleur, selon vous ? Parce que ce modèle permet à chaque nation de décider ses propres lois en vertu de ses traditions particulières. Un tel modèle assure une vraie diversité politique, et permet à tous les pays de déployer leur génie à montrer que leurs institutions et leurs valeurs sont les meilleures. Un tel équilibre international ressemblerait à celui qui s’est établi

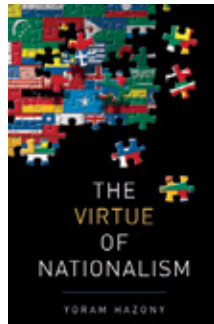
en Europe après les traités de Westphalie signés en 1648, et qui ont permis l’existence d’une grande diversité de points de vue politiques, institutionnels et religieux. Ces traités ont donné aux nations européennes un dynamisme nouveau : grâce à cette diversité, les nations sont devenues autant de laboratoires d’idées dans lesquels ont été expérimentés, développés et éprouvés les théories philosophiques et les systèmes politiques que l’on associe aujourd’hui au monde occidental.

A l’évidence, toutes ces expériences ne se valent pas et certaines n’ont bien sûr pas été de grands succès. Mais la réussite de l’une seule d’entre elles – la France, par exemple – suffit pour que les autres l’imitent et apprennent grâce à son exemple. Tandis que, par contraste, un gouvernement impérialiste comme celui de l’Union européenne tue toute forme de diversité dans l’œuf. Les élites bruxelloises sont persuadées de savoir déjà avec exactitude la façon dont le monde entier doit vivre. Il est pourtant manifeste que ce n’est pas le cas...

Mais ce « nouvel ordre international » n’a-t-il pas permis, malgré tout, un certain nombre de progrès en facilitant les échanges marchands ou en créant une justice pénale internationale, par exemple ? Peut-être, mais nous n’avons pas besoin d’un nouvel impérialisme pour permettre l’essor du commerce international ou pour traîner en justice les criminels. Des nations indépendantes sont tout à fait capables de se coordonner entre elles. Alors, certes, il y aura toujours quelques désaccords à surmonter, et il faudra pour cela un certain nombre de négociations. Et je suis tout à fait capable de comprendre que d’aucuns soient tentés de se dire que, si on crée un gouvernement mondial, on s’épargne toutes ces frictions.

Mais c’est là une immense utopie. La diversité des nations rend strictement impossible de convenir, universellement, d’une vision unique en matière de commerce et d’immigration, de justice, de religion, de guerre ou de paix. La diversité des points de vue, et, partant, chacun de ces désaccords, sont une conséquence nécessaire de la liberté humaine, qui fait que chaque nation a ses propres valeurs et ses propres intérêts. La seule manière d’éviter ces désaccords est de faire régner une absolue tyrannie – et c’est du reste ce dont l’Union européenne se rend peu à peu compte : seules les mesures coercitives permettent d’instaurer une relative uniformité entre les Etats membres.

Ne redoutez-vous pas la compétition accrue à laquelle se livreraient les nations dans un monde tel que vous le souhaitez ? Au risque de renforcer le rejet ou la haine de ses voisins ? Dans mon livre, je consacre un chapitre entier à cette objection qui m’est souvent faite. Il arrive parfois qu’à



« *The Virtue of Nationalism* », de Yoram Hazony, Basic Books, 304 p., 19,49 \$.



LA CHRONIQUE
DE FRANÇOIS D'ORCIVAL

force de vouloir le meilleur pour les siens, on en vient à haïr les autres, lorsque ceux-ci sont perçus comme des rivaux. Mais nous devons alors reconnaître, tout aussi humblement, que les mouvements universalistes ne sont pas exempts non plus d'une certaine inclination à la haine ou au sectarisme. Chacun des grands courants universels de l'histoire en a fait montre, qu'il s'agisse du christianisme, de l'islam ou du marxisme. En bâtissant leur empire, les universalistes ont souvent rejeté les particularismes nationaux qui se sont mis en travers de leur chemin et ont refusé d'accepter leur prétention à apporter à l'humanité entière la paix et la prospérité.

Cette détestation du particulier, qui est une constante dans tous les grands universalismes, est flagrante aujourd'hui dès lors qu'un pays sort du rang : regardez le torrent de mépris et d'insultes qui s'est répandu contre les Britanniques qui ont opté pour le Brexit, contre Trump, contre Salvini, contre la Hongrie, l'Autriche et la Pologne, contre Israël... Les nouveaux universalistes vouent aux gémonies l'indépendance nationale.

En quoi le nationalisme est-il une « vertu » ?

Dans le sens où un nationaliste ne prétend pas savoir ce qui est bon pour n'importe qui, n'importe où dans le monde. Il fait preuve d'une grande humilité, lui, au moins. N'est-ce pas incroyable de vouloir dicter à tous les pays qui ils doivent choisir pour ministre, quel budget ils doivent voter, et qui sera en droit de traverser leurs frontières ?

Face à cette arrogance vicieuse, je considère en effet le nationalisme comme une vertu. Le nationaliste, lui, dessine une frontière par terre et dit au reste du monde : « Au-delà de cette limite, je renonce à faire imposer ma volonté. Je laisse mes voisins libres d'être différents. » Un universaliste répondra que c'est immoral, car c'est la marque d'une profonde indifférence à l'égard des autres. Mais c'est en réalité tout l'inverse : le nationaliste est vertueux, car il limite sa propre arrogance et laisse les autres conduire leur vie à leur guise.

Que vous inspirent les difficultés qu'ont les Britanniques à mettre en œuvre le Brexit ? N'est-il pas déjà trop tard pour revenir en arrière ?

Non, il n'est pas trop tard. Si les différents gouvernements nationalistes aujourd'hui au pouvoir dans le monde parviennent à prouver leur capacité à diriger un pays de manière responsable, et sans engendrer de haine ou de tensions, alors ils viendront peut-être à bout de l'impérialisme libéral. Ils ont une chance de restaurer un ordre du monde fondé sur la liberté des nations. Il ne tient désormais qu'à eux de la saisir, et je ne peux prédire s'ils y parviendront : j'espère seulement qu'ils auront assez de sagesse et de talent pour cela. ■

Propos recueillis et traduits par Paul Sugy

L'IMMIGRATION : CHANCE POUR LA PLANÈTE ?

La gigantesque opération juridique de l'ONU en faveur des droits des migrants est potentiellement explosive.

Du pacte mondial des Nations unies pour les migrations signé à Marrakech, on commence par dire qu'il est « *juridiquement non contraignant* », qu'il respecte « *la souveraineté des Etats* », qu'il les autorise même à « *opérer la distinction entre migrations régulières et irrégulières* ».

Mais l'objectif affiché par ce pacte dans sa déclaration finale est de rendre caduques ces dispositions – puisqu'il s'agit de désarmer politiquement les Etats devant l'irréversibilité des mouvements migratoires. Et ce sont ces mêmes Etats qui signent – y compris la France !

Au chapitre « *Ambitions communes* » de la déclaration finale, il est indiqué qu'il faut « *mobiliser la société civile, les milieux universitaires, le secteur privé, les parlementaires, les syndicats, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les médias et autres acteurs* » pour favoriser les migrations. Quel Etat s'autoriserait à « *mobiliser* » les médias, avec les syndicats et les parlementaires, pour quelque cause que ce soit ? Ici, l'ONU, financée par les contributions de ses Etats membres, se lance dans une gigantesque opération de propagande pour « *démonter les discours trompeurs qui donnent une image négative*

des migrants » en persuadant les opinions publiques qu'il s'agit de « *rendre les migrations bénéfiques à tous* ».

L'Immigration, une chance pour la France : le livre de Bernard Stasi fut publié en 1984. Soit il y a trente-quatre ans ! Depuis, l'immigration n'a cessé de poser un défi majeur à la société française, défi social, sécuritaire, identitaire, communautaire, politique : elle a fabriqué l'expansion du salafisme, l'explosion de l'antisémitisme, et triplé les voix du Rassemblement national.

L'opération de l'ONU qui vise à faire des migrants « *une chance pour la planète* », en leur accordant tous les droits « *quel que soit leur statut migratoire* » et en favorisant le principe d'« *unité familiale* » (le regroupement familial, dont on sait ce qu'il nous a coûté), fera les mêmes dégâts.

En balayant les questions identitaires, elle les provoque. Contre la voix des majorités hostiles, l'ONU compte sur l'action persuasive des minorités. Les migrants, dit-on à son siège, c'est comme le droit au mariage pour tous ou ceux des LGBT, ce doit être considéré comme un phénomène non seulement souhaitable mais inévitable. Le but est de tétaniser les opinions. Pour le moment, c'est en vain.